

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Secrétariat et direction générale
de l'administration et des communications

Mars 2026

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS
2026-2027

**RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX**

Secrétariat et direction générale
de l'administration et des communications

Mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Demandes de renseignements généraux
Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)

1.	Voyages hors Québec
2.	Conférences de presse, évènements
3.	Formation en communication
4.	Contrats
5.	Développements informatiques
6.	Hébergement de données
7.	Dépenses diverses
8.	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques
9 a)	Minorités visibles 35 ans et +
9 b)	Minorités visibles - de 35 ans
9 c)	Réserve de maladie
9 d)	Heures supplémentaires
9 e)	Réserve de jours de vacances
9 f)	Effectifs par catégories d'emploi et territoire
9 g)	Effectifs complexité
9 h)	Effectifs traitements supérieur
9 i)	Effectifs 5 prochains exercices
9 j)	Nombre employés permanents et temporaires
9 k)	Départs volontaires
9 l)	Effectif autorisé Loi 15
10.	Baux
11.	Actifs immobiliers excédentaires
12.	Aménagement
13.	Membres du Cabinet
14.	Personnel hors structure
15.	Personnel en disponibilité
16.	Occasionnels mis à pied
17.	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs
18.	Abonnements
19.	Billets de saison, loges, club privé
20.	Site Internet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
Demandes de renseignements généraux
Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)

21.	Visites ministérielles et sous ministérielles
22.	Adjointes parlementaires
23.	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies
24.	Crédits périmés et gel de crédits
25.	Plan de réduction
26.	Transferts du gouvernement fédéral
27.	Primes au rendement et bonis
28.	Prime de départ, allocation de transition
29.	Augmentations de salaire
30.	Reconduction des programmes existants
31.	Initiatives ou majoration programmes existants
32.	Taux d'absentéisme
33.	Cotisations à des associations
34.	Compensation émission de gaz à effet de serre
35.	Plan d'action personnes handicapées 2024-2027
36.	Stratégie gouvernementale de développement durables 2023-2028
37.	Remboursement matériel télétravail
38.	Soutien employés – santé mentale
39.	CT réunions
40.	Concours et tirages
41.	Communications/affaires publiques
42.	Liste des rencontres de planification stratégique
43.	Rémunération des stages
44.	Consultation Autochtones
45.	Dépense PAE 5 dernières années
46.	Dépenses implantation nouveau régime de dotation
47.	Amendes perçus 5 dernières années
48.	Actifs possédés meubles et immeubles
49.	Coûts de système
50.	Recrutement à l'étranger
51.	Comités formés par le Conseil exécutif et le MO

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-1	G14c	N/A	G16b	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9c.
NRG-2	G14f	N/A	G16e	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9e.
NRG-3	G15a	N/A	G17a	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.
NRG-4	G15c	N/A	G17d	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-5	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 10.
NRG-6	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 11.
NRG-7	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 12.
NRG-8	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 29.
NRG-9	G51	N/A	N/A	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date ; b) la nature ; c) les questions posées ; d) les réponses ; e) la firme retenue ; f) les coûts.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-10	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-11	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-12	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-13	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 ou ayant cours en 2025-2026 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-14	G72	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2025-2026; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-15	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.
NRG-16	N/A	G07	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-17	N/A	G08	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-18	N/A	G09	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-19	N/A	G16	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-20	N/A	G18	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 10.
NRG-22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 30.
NRG-23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRG-24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3.
NRG-25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-26	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2025-2026 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-27	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2026-2027, par mission.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRG-28	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2025-2026, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-29	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des système d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NRG-30	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds vert.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-31	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-32	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-33	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NRG-34	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-35	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn- Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-36	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-37	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-38	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-39	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-40	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-41	G56c	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-42	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NRG-43	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-44	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-45	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NRG-46	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-47	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-48	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NRG-49	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-50	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-51	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-52	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NRG-53	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
NRG-54	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-55	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NRG-56	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-57	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure :hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionnaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
NRG-58	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-59	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-60	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-61	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-62	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-63	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-64	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-65	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-66	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NRG-67	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2025-2026 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-68	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-69	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NRG-70	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-71	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-72	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-73	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NRG-74	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-75	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-76	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-77	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-78	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit.
NRG-79	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-80	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NRG-81	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-82	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-83	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-84	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-85	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024-2029 – La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-86	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NRG-87	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NRG-88	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-89	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-90	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-91	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-92	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-93	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-94	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-95	N/A	G05	N/A	Réclamations CNESST	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : • le nombre de réclamations acceptées par la CNESST pour lésion professionnelles ; • le nombre d'employé-es concerné-es ; • Le nombre total de jours d'absence indemnisés ; • les coûts assumés par l'employeur (remplacement, maintien du salaire, cotisations, etc.) ; • la ventilation des données selon : - la catégorie d'emploi (personnel de soutien, technique, professionnel, cadre, autre) ; - le sexe ; - le statut d'emploi (temps plein, temps partiel, occasionnel) ; - la région administrative - la nature des lésions reconnues (physiques, psychologiques, harcèlement, violence au travail, surcharge ou épuisement professionnel, autres)	Question particulière à poser à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail.
NRG-96	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-97	N/A	G13	N/A	Budget analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NRG-98	N/A	G15	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-99	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-100	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-101	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-102	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2025-2026, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.

Étude des crédits 2026-2027
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-103	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-104	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-105	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-106	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2025-2026 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-107	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-108	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veuillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-109	N/A	G06	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-110	N/A	N/A	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-111	N/A	G14	N/A	Nb. analyse différenciée selon les sexes	Fournir le nombre d'analyse différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2025-2026 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2025-2026, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-118	G02	N/A	G02	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2025-2026 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17). Inscrire le lien Internet.
NRG-119	G03	N/A	G03	Publicité, articles promotionnels et commandites	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2025-2026 , et les prévisions pour 2026-2027; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie; g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de chaque ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de chaque ministère. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré. Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.
NRG-120	G07	N/A	G10	Appels d'offres publics	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://seao.gouv.qc.ca .
NRG-121	G08	N/A	G12	Consultants externes	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ; c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ; e) une description de son mandat ; f) la date de début de son contrat ; g) la date prévue de fin de son contrat ; h) sa rémunération annuelle.	Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de chaque ministère.
NRG-122	G14i	N/A	G16h	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-123	G14o	N/A	N/A	Postes abolis par ministère	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-124	G14q	N/A	N/A	Postes vacants	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-125	G14r	N/A	N/A	Postes vacants - gel de recrutement	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-126	G15b	N/A	G17b	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-127	G23	N/A	G21	Budget discrétionnaire	Liste des sommes d'argent versées en 2025-2026, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du <i>Règlement sur la diffusion d'information</i> et sur la <i>protection des renseignements personnels</i> (art. 4 paragraphe 26). Inscrire le lien Internet.
NRG-128	G35	N/A	G38	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2026-2027.	L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-129	G39	N/A	N/A	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.	En 2025-2026, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.
NRG-130	G46	N/A	N/A	Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.	Les informations en réponse à cette question sont disponibles dans le plan des investissements et des dépenses en ressources informationnelles disponible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor dans la rubrique "Budget de dépenses".

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-131	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de chaque ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de chaque ministère. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré. Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.
NRG-132	G54	N/A	N/A	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2025-2026; b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2025-2026 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.	L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation .
NRG-133	G56pp	N/A	N/A	Rapport CSDEPJ	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	Aucun coût pour l'année demandée. La Commission a conclu ses travaux avec le dépôt de son rapport final le 3 mai 2021, lequel est disponible en ligne à l'adresse suivante: https://www.csdepj.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport_final_3_mai_2021/2021_CSDEPJ_Rapport_version_finale_numerique.pdf .
NRG-134	G56III	N/A	N/A	Autre plan d'action ministériel ou interministériel	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.	L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.
NRG-135	G57	N/A	N/A	Mesures de télétravail/travail à distance	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2025-2026, au sein du ministère ou de l'organisme : a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025; d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail, mise à jour en janvier 2026, qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf .
NRG-136	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-137	G66	N/A	N/A	Formations	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2025-2026. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). Inscrire le lien Internet.
NRG-138	G70	N/A	N/A	Incidents de sécurité de l'information	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.	En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont protégés au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-139	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-140	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-141	N/A	G04	N/A	Nombre de postes non pourvus gel de recrutement	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1 ^{er} novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-142	N/A	G17	N/A	Contrats conclus de gré à gré Proportion et nombre	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Inscrive le lien Internet.
NRG-143	N/A	G24	N/A	Contrats sous-traitance	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Inscrive le lien Internet.
NRG-144	N/A	G26	N/A	Services tarifés	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.	L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-145	N/A	G33	N/A	Sommes versées dommages exemplaires	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.	L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante: https://soquij.qc.ca/a/fr .
NRG-146	N/A	G34	N/A	Incidents de cybersécurité	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : • le nombre d'incidents de cybersécurité signalés (tentatives d'hameçonnage, rançongiciels, intrusions, pertes ou exfiltration de données, etc.) • le nombre d'incidents ayant mené à une atteinte confirmée à la confidentialité, à l'intégrité ou à la disponibilité des systèmes ; • les coûts directs et indirects associés à ces incidents (enquête, restauration des systèmes, services professionnels, indemnisations, etc.) ; • les sommes investies annuellement en cybersécurité (prévention, infrastructure, formation, audits, tests d'intrusion) ; • le nombre d'employé-es ayant reçu une formation en cybersécurité et en protection des renseignements personnels ; • la proportion des systèmes ou infrastructures numériques hébergés à l'interne, auprès d'organismes publics québécois ou auprès de fournisseurs privés ; • l'existence d'audits indépendants ou d'évaluations de risques réalisés au cours de cette période, ainsi que leurs principales conclusions ; • les mesures mises en place pour assurer la souveraineté et la protection des données sensibles.	En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont protégés au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-147	N/A	G35	N/A	Projets numériques	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : • le nombre total de projets numériques en cours • le nombre de projets numériques complétés au cours de cette période • le nombre de projets ayant subi un dépassement de coûts, en précisant le budget initial, le budget révisé et le coût final • le nombre de projets ayant subi un retard, en précisant l'échéancier initial et l'échéancier révisé • la valeur totale des investissements engagés pour les projets numériques en cours ; • la liste des projets dont la valeur excède 5 M\$, en précisant pour chacun l'objet du projet, l'état d'avancement et les principaux fournisseurs impliqués ; • le nombre de projets ayant fait l'objet d'un audit, d'un examen indépendant ou d'une révision par le Vérificateur général ou un organisme de contrôle ; • les mécanismes de gestion des risques mis en place pour prévenir les dépassements de coûts et les défaillances technologiques ; • le nombre d'incidents de cybersécurité ayant affecté des projets numériques en développement ou récemment déployés ; • les mesures prises pour assurer la protection des données et la résilience des systèmes dans le cadre de ces projets.	L'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca . Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles (décret 1159-2022 et arrêté ministériel 2022-03 du 23 juin du ministre de la Cybersécurité et du Numérique)
NRG-148	N/A	N/A	G16I	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-149	N/A	N/A	G08	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2025-2026 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://seao.gouv.qc.ca .
NRG-150	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-151	N/A	N/A	G33	Demandes d'accès à l'information	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2025-2026 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article; c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-152	N/A	N/A	G44	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2025-2026, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

QUESTION GÉNÉRALE N° 1

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2025-2026 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant :
 - Les détails de ces ententes;
 - Les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

Aucun

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du BAPE en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphe 18).

<https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers>.

QUESTION GÉNÉRALE N° 2

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événements;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par le ministère et l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événements;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Le BAPE n'a tenu aucune conférence de presse, aucun événement médiatique ou autre événement en 2025-2026 (donnée au 31 janvier 2026)

QUESTION GÉNÉRALE N° 3

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

Organisée par le ministère et l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événements;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou des communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisée par le ministère et l'organisme

Titre de la formation	Coût
Atelier d'écriture stratégique	359 \$
Guide de rédaction	0 \$

Données au 31 janvier 2026

Données par un professionnel ou une firme externe :

Fournisseur	Titre de la formation
Académie Dre Nadia Gagnier, psychologue-conférencière	Conférence : Gérer le stress, le temps et les communications, en milieu de travail et dans sa vie personnelle
Infopresse	ChatGPT et IA: maîtrisez les essentiels pour exceller dans vos communications
Léger	Étude DGTL 2026 : comportements et préférences sur les médias sociaux
Téluq	Communication marketing intégrée
	Le langage et ses usages
	Théories de la communication
Isarta	Analyse statistiques et ROI des médias sociaux
Université Laval	Rédiger pour convaincre : principes de rédaction stratégique
	Communication interculturelle en affaires

Données au 31 janvier 2026

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du BAPE en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphes 22 et 23). <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 4

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUE SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur l'invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant	Mode d'octroi
Alma Comfort Inn	Hébergement - Audience publique 2e partie - Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique d'Hébertville-Station	1 273,10 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Alma Comfort Inn	Hébergement - Audience publique 1re partie - Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique d'Hébertville-Station	1 527,72 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Bordage, Gilles (traducteur)	Révision linguistique du rapport - Audience publique - Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique d'Hébertville-Station	1 215,00 \$	GRÉ À GRÉ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant	Mode d'octroi
Climpro inc.	Entretien de l'unité de climatisation dans la salle informatique	1 840,00 \$	GRÉ À GRÉ
Communication CNW (Communication CNW Québec inc.)	Diffusion des communiqués pour des divers mandats confiés	1 250,00 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Communication CNW (Communication CNW Québec inc.)	Diffusion des communiqués pour des divers mandats confiés	1 000,00 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Compugen inc.	Renouvellement du produit pour les copies de sauvegarde Commvault Metallic	13 353,12 \$	GRÉ À GRÉ
Concert Plus inc.	Service de sonorisation - Période d'information publique - Projet d'usine de sulfate de nickel dans le parc industriel et portuaire de Bécancour	3 207,50 \$	GRÉ À GRÉ
Cossette Média inc.	Avis public - Audience publique - Projet de parc éolien Canton MacNider	1 363,55 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Cossette Média inc.	Avis public - Médiation - Projet de modernisation du réseau électrique entre les postes Saraguay et Rockfield	1 578,34 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Cossette Média inc.	Avis public - Médiation - Projet de poste Hochelaga à 315-25 kV et lignes d'alimentation à 315 kV à Montréal	1 578,34 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Disco Flash	Service de sonorisation - Période d'information publique - Projet de construction d'une ferme piscicole terrestre à Baie-Trinité	2 814,60 \$	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
Ébénisterie Reflet inc.	Ajustement des crédences afin de permettre une meilleure ventilation.	1 274,00 \$	GRÉ À GRÉ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant	Mode d'octroi
Éclat Audiovisuel inc.	Service de sonorisation - Audience publique 1re partie - Projets de parcs éoliens Saint-Paul-de-Montminy et de la Forêt Domaniale dans la MRC de Montmagny	18 490,00 \$	GRÉ À GRÉ
Éclat Audiovisuel inc.	Service de sonorisation - Période d'infomation publique - Projet de ligne de raccordement à 315 kV du parc éolien Des Neiges - Secteur sud	5 463,00 \$	GRÉ À GRÉ
Elco Systèmes [Montréal]	Achat de 10 écrans portatifs	1 380,80 \$	GRÉ À GRÉ
Elco Systèmes [Montréal]	Acquisition de 15 claviers bluetooth	1 200,00 \$	GRÉ À GRÉ
Esri Canada Limited	Renouvellement de l'abonnement du logiciel de cartographie	1 020,00 \$	GRÉ À GRÉ
Fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Assomption, La (Métabetchouan))	Location d'une salle - Audience publique 1re et 2e partie - Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique d'Hébertville-Station	2 200,00 \$	GRÉ À GRÉ
Fabrique de la paroisse de Saint-Thomas, La (Montmagny)	Location de salle - Audience publique - Projets éoliens Forêt Domaniale et Saint-Paul-de-Montminy	1 080,00 \$	GRÉ À GRÉ
FDTpro inc.	Abonnement - 60 utilisateurs	3 950,00 \$	GRÉ À GRÉ
Fibretoire [MC]	Service de connexion internet pour 36 mois	20 160,00 \$	GRÉ À GRÉ
Forum des politiques publiques	Formation - Boussole des politiques en IA°: Naviguer à travers les opportunités et les risques de l'intelligence artificielle (IA)	2 050,00 \$	GRÉ À GRÉ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant	Mode d'octroi
Hilton Garden Inn	Location de salle - Médiation - Projet de modernisation du réseau électrique entre les postes Saraguay et Rockfield	1 180,00 \$	GRÉ À GRÉ
Hôtel MOCO	Location de salle et service de sonorisation - Période d'information publique - Projet d'agrandissement de l'usine de fabrication de matériaux énergétiques General Dynamics à Salaberry-de-Valleyfield	5 060,00 \$	GRÉ À GRÉ
Idéart Consultant inc	Transcription sténographique - Audience publique - Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique d'Hébertville-Station	8 550,00 \$	GRÉ À GRÉ
Île Imaginaire, L'	Service de sonorisation - Période d'information publique - Projet de construction du parc éolien de Grosse-Île dans la communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	11 700,00 \$	GRÉ À GRÉ
Lemieux Nolet, comptables professionnels agréés s.e.n.c.r.l.	Examen du rapport annuel de gestion 2024-2025	6 000,00 \$	GRÉ À GRÉ
Les Productions Giard	Service de sonorisation - Audience publique 2e partie - Projets de parcs éoliens Saint-Paul-de-Montminy et de la Forêt Domaniale dans la MRC de Montmagny	8 185,10 \$	GRÉ À GRÉ
MaSténo s.e.n.c.	Transcription sténographique - Audience publique - Projets éoliens Forêt Domaniale et Saint-Paul-de-Montminy	14 725,00 \$	GRÉ À GRÉ
Méga-Scène inc.	Service de sonorisation - Audience publique - Projet de parc éolien Canton MacNider	18 489,00 \$	GRÉ À GRÉ
Michel Germain	Honoraires - membre de comité de sélection pour des membres externes du BAPE	1 322,64 \$	GRÉ À GRÉ
Municipalité de Saint-Damase	Location de salle - Audience publique - Projet de parc éolien Canton MacNider	1 600,00 \$	GRÉ À GRÉ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant	Mode d'octroi
Municipalité de Ste-Julienne	Location de salle - Audience publique 1re et 2e partie - Projet de poste Jean-Jacques-Archambault à 735-120 kV dans Lanaudière	3 600,00 \$	Divers
Municipalité de Ste-Julienne	Location de salle - Période d'information publique - Projet de poste Jean-Jacques-Archambault à 735-120 kV dans Lanaudière	1 200,00 \$	Divers
P.O.B. sténographes officiels	Transcription sténographique - Audience publique - Projet de contournement du noyau urbain de Sainte-Julienne par la route 125	9 000,00 \$	GRÉ À GRÉ
P.O.B. sténographes officiels	Transcription sténographique - Audience publique - Projet de parc éolien Canton MacNider	8 500,00 \$	GRÉ À GRÉ
Pascan	Avion - Période d'information publique - Projet de construction du parc éolien de Grosse-Île dans la communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	2 999,44 \$	GRÉ À GRÉ
Production Spec-Tech inc.	Service de sonorisation - Période d'information publique - Programme décennal de dragage d'entretien des installations portuaires de Bécancour	3 140,00 \$	GRÉ À GRÉ
Québec son Énergie inc.	Service de sonorisation - Période d'information publique - Projet de poste Jean-Jacques-Archambault à 735-120 kV dans Lanaudière	3 500,00 \$	GRÉ À GRÉ
Rawdon Golf Resort	Hébergement - Audience publique 1re partie - Projet de poste Jean-Jacques-Archambault à 735-120 kV dans Lanaudière	1 215,75 \$	GRÉ À GRÉ
Révizio - Agence Linguistique Professionnelle inc.	Révision linguistique du rapport - Audience publique - Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique à Mont-Laurier	1 250,00 \$	GRÉ À GRÉ
RIOPEL GAGNON LAROSE	Transcription sténographique - Audience publique - Projet de poste Jean-Jacques-Archambault à 735-120 kV dans Lanaudière	6 135,00 \$	GRÉ À GRÉ

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant	Mode d'octroi
Riôtel Matane (134736 Canada inc.)	Hébergement - Audience publique 1re partie - Projet de parc éolien Canton MacNider	2 161,08 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Riôtel Matane (134736 Canada inc.)	Hébergement - Audience publique 2e partie - Projet de parc éolien Canton MacNider	1 320,66 \$	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION
Sentier de l'érable, Au	Location de salle - Audience publique 1re partie - Projet de contournement du noyau urbain de Sainte-Julienne par la route 125	5 100,00 \$	GRÉ À GRÉ
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	Abonnement annuel 2026 - Les Express inclut 4 accès simultanés	1 240,00 \$	GRÉ À GRÉ
Turgeon, Isabelle (services linguistiques)	Révision linguistique du rapport - Audience publique - Projets de parcs éoliens Saint-Paul-de-Montminy et de la Forêt Domaniale dans la MRC de Montmagny	2 200,00 \$	GRÉ À GRÉ
Turgeon, Isabelle (services linguistiques)	Révision linguistique du rapport - Consultation ciblée - Projet de construction du parc éolien de la Haute-Chaudière dans la MRC du Granit	1 650,00 \$	GRÉ À GRÉ

Données au 31 janvier 2026

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres de gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du BAPE: <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 5

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) le nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026.

Le BAPE n'a aucun projet qualifié de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatique en 2025-2026.

Pour les sous-questions a), b), e), f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <http://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca>

QUESTION GÉNÉRALE N° 6

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant l'hébergement de données infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
 - b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
 - c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
 - d) la liste des fournisseurs;
 - e) une copie de plan de déploiement.
-

a) Les coûts estimés par année;

Elle est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.

b) Les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;

Le BAPE a dépensé 127 651 \$ pour l'hébergement de données :

- 19 755 \$ pour son infrastructure;
- 54 525 \$ pour les outils de collaboration;
- 40 018 \$ pour Dynamics 365, Système de mission pour la gestion de dossier;
- 13 353 \$ pour des copies de sauvegarde.

(Données au 31 janvier 2026)

c) Les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;

Aucun.

d) La liste des fournisseurs;

Les informations concernant le catalogue du courtier en infonuagique et en technologie spécialisées est disponible sur Internet à l'adresse suivante: <https://courtier-infonuagique.gouv.qc.ca/accueil>

e) Une copie de plan de déploiement.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

QUESTION GÉNÉRALE N° 7

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction général du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2025-2026, ventilé par mois de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes session de type perfectionnement et ressourcement :
 - I. au Québec;
 - II. à l'extérieur du Québec.

Type de dépense	Dépense total pour l'organisme
a) Photocopie ⁽¹⁾	1 744
b) Mobilier de bureau	1 816
c) L'ameublement	0
d) La décoration et l'embellissement incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes	0
e) Distributeurs d'eau de source	0
i) Remboursement des frais d'alcool et de fêtes ⁽²⁾	150

Données au 31 janvier 2026

- 1. Inclus la location des photocopieurs, l'achat de papier pour les photocopieurs et les impressions de rapport.
- 2. Cadeau de départ à la retraite

Pour les sous-questions f), g), h) et j), les informations recherchées sont diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 16, 22 et 23).

Pour les sous-questions f), g) et h), cette information est présentée globalement. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>. Les coûts liés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

QUESTION GÉNÉRALE N° 8

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de réalisation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphone intelligent;
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

	2025-2026
b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés	0 \$
c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme	115,60 \$
d) les coûts de réalisation, s'il y a lieu	0 \$

Données au 31 janvier 2026

Les sous-questions e), i), et j) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions a), f), g), h), l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du BAPE en vertu de Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25). <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 9 a), b), c) et d)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- c) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- d) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);**
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 9 e), f), g), h) et i)

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

- e) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- f) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel du bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune régions);**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- g) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- h) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- i) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

j) le nombre d'employés permanents et temporaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

k) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

l) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

.

QUESTION GÉNÉRALE N° 10

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des beaux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2025-2026 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;**
- b) la superficie totale pour chaque local loué;**
- c) le coût total de ladite location;**
- d) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;**
- e) la durée du bail;**
- f) le propriétaire de l'espace loué;**
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;**
- h) la superficie totale réellement occupée;**
- i) la superficie inoccupée;**
- j) le coût de location au mètre carré;**
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.**

Aménagement :	Au 31 janvier 2026 : coût d'aménagement 72 773 \$
	Coût d'aménagement réalisé en 2019-2020 de 1 033 432,44 \$ amorti sur 15 ans à partir du 1 ^{er} avril 2020 (79 388,52 \$/an)
Durée du bail :	Début du bail 2020-01-01 pour 10 ans avec l'option de renouvellement de 5 ans
Coût de résiliation :	Aucune résiliation

Les sous-questions h), i), j) et k) ne semblent pas pertinents à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions : a) l'emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) le propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du BAPE en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art 4, paragraphe 27).

<https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 11

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2025-2026, fournir :

- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;**
- b) la valeur estimée de ceux-ci;**
- c) les coûts d'entretien annuel;**
- d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 12

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;**
- b) les coûts;**
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Aucun déménagement ou aménagement fait pour la haute direction du BAPE en 2025-2026.

QUESTION GÉNÉRALE N° 13

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2025-2026, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;**
- b) le titre de la fonction;**
- c) l'adresse du port d'attache;**
- d) la masse salariale totale par cabinet;**
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les horaires versés;**
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;**
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;**
- h) la description de tâches;**
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et de contrats donnés par le cabinet pour 2025-2026;**
- j) le nombre total d'employés au cabinet;**
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;**
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 14

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;**
- b) le poste occupé;**
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;**
- e) la date de l'assignation hors structure;**
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;**
- g) les prévisions pour 2026-2027.**

Il n'y a pas de personnel hors structure au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 15

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;**
- b) le salaire;**
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;**
- d) la date de la mise en disponibilité;**
- e) les prévisions pour 2026-2027.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 16

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2025-2026, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
- b) par catégorie d'âge;**
- c) prévision pour 2026-2027.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 17

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucun

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories :

Abonnements	Coût 2025-2026
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	816 \$
Total :	816 \$

Données au 31 janvier 2026.

QUESTION GÉNÉRALE N° 19

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacle ou d'évènements sportifs et culturels, les billets d'évènements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) le nombre de visiteur (« hits ») par mois;
 - g) nombre de visiteurs uniques mensuellement;
 - h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
 - i) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - j) le responsable du contenu sur le site.
-

BAPE

(www.bape.gouv.qc.ca)

Conception, refonte et justification

- Aucune conception ou refonte du site Web en 2025-2026.

Contenu, entretien et mise à jour

- La mise à jour sont réalisés à l'interne.
- La dépense d'entretien et d'hébergement pour l'exercice 2025-2026 assuré par ITI (revendeur Microsoft Azure) est de 5 127\$.
- En mars 2025, un contrat de 36 mois a été conclu avec Sigmund pour du support et la réalisation d'audit de fonctionnalité. Le contrat est de maximum 29 000 \$ (0 \$ en 2025-2026).
- Coûts liés à la réservation du nom de domaine en 2025-2026 : 114 \$ (MCN);
- Données au 31 janvier 2026.

ENTENTE DE COOPÉRATION FRANCE-QUÉBEC (BAPE-CNCE-CNDP)

(www.participation-du-public.net)

Contenu, entretien et mise à jour :

- Fermeture du site en 2025-2026

QUESTION GÉNÉRALE N° 21

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour 2025-2026, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;**
- b) les personnes et organismes rencontrés;**
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;**
- d) les raisons du déplacement;**
- e) l'itinéraire et les dates du départ et / ou du retour;**
- f) les coûts ventilés;**
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergements, frais de repas, autres frais, etc.**

Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION GÉNÉRALE N° 22

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2025-2026 :

- a) le détail des mandats;**
- b) le coût (déplacements, etc.);**
- c) le nombre de ressources affectées;**
- d) le nombre de rencontres;**
- e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;**
- f) l'objet;**
- g) les dates.**

Ne s'applique pas au BAPE

QUESTION GÉNÉRALE N° 23

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 24

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 25

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat de Conseil du trésor pour 2025-2026 et prévision 2026-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et 2027-2028, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune

QUESTION GÉNÉRALE N° 27

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucun

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes et l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 29

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes et l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi de augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 30

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2025-2026 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2026-2027. Pour chacun de ces programmes existants en 2025-2026, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 31

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 32

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes et l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour 2025-2026 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordre ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) le nombre d'employé ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Ordres ou corporations professionnels ¹	COÛTS 2025-2026	Nombre d'employés
Barreau du Québec – Cotisation annuelle 2025-2026	4 110	2
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	1 233	1

Données au 31 janvier 2026

1. Remboursement en conformité avec tout autre document lié aux conditions de travail permettant le paiement de ces cotisations.

Cotisation à des associations	COÛTS 2025-2026	Nombre d'employés
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI)	950 \$	16
Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée (AAPI)	250 \$	1
Regroupement de réseau en santé de personnes au travail (RRSPT)	509 \$	
Total :	1 709 \$	

Données au 31 janvier 2026.

En conformité avec la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisation à des associations (6-79) du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 34

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Tout montant dépensé par le ministère ou organisme en 2025-2026 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 35

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenu dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure :

g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

Aucune dépense en 2025-2026.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du BAPE :
<https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/documents-administratifs-et-reglementaires/>

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure :

m) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

Aucune dépense en 2025-2026

L'état d'avancement des mesures est présenté au rapport annuel de gestion du BAPE.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du BAPE.

<https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/documents-administratifs-et-reglementaires/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 37

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Aucune

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2025-2026 :

- a) les sommes dépensées;**
 - b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.**
-

- a) les sommes dépensées;**

Dépense de 6 506 \$ au 31 janvier 2026 pour le programme d'aide aux employés.

- b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.**

Aucune dépense en 2025-2026.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du BAPE. <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/bape/contrats-engagements-financiers/>

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

Date	Description	Fournisseur	Coût
12-08-2025 13-08-2025	Comité de sélection de membre additionnel	Sandwicherie Fastoche	142 \$
03-12-2025	Rencontre annuelle des membres et membres additionnels du BAPE	Sandwicherie Fastoche IGA Paillard	544 \$

Données au 31 janvier 2026.

QUESTION GÉNÉRALE N° 40

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 41

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
 - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
-

- a) Le BAPE compte, au 31 janvier 2026, 16 personnes dont les tâches comportent notamment de s'occuper des stratégies de communication et des relations de presse, pour tous les mandats confiés par le Ministre et du service aux citoyens.
- b) La BAPE n'a aucune dépense spécifique de fonctionnement par la direction des communications. Les montants dépensés sont directement imputés aux mandats.
- c) Ne semble pas pertinent à l'étude des crédits.
- d) Se référer à la demande général 04.

QUESTION GÉNÉRALE N° 42

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) les dates;**
- b) l'endroit précis;**
- c) la liste des personnes présentes;**
- d) l'ordre du jour;**
- e) les procès-verbaux;**
- f) les coûts dépaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)**

Aucune

QUESTION GÉNÉRALE N° 43

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages :

- a) nombre de stagiaires reçus;**
- b) heures de stages effectués;**
- c) rémunération totale déboursée.**

-
- a) nombre de stagiaires reçus;**

4 stagiaires

- b) heures de stages effectués;**

Ne semble pas pertinentes à l'étude des crédits

- c) rémunération totale déboursée.**

40 416 \$ au 31 janvier 2026.

QUESTION GÉNÉRALE N° 44

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

- a) fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.**

Aucune dépense en 2025-2026 allouées à la consultation avec les Autochtones.

QUESTION GÉNÉRALE N° 45

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 46

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION GÉNÉRALE N° 47

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et article, depuis 5 ans.

Le BAPE ne perçoit pas d'amendes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 48

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

Le BAPE ne possède aucun immeuble.

La valeur nette des biens meubles est de 18 632,98 \$ au 31 janvier 2026.

QUESTION GÉNÉRALE N° 49

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 e 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer :

- a) le nombre d'employé-es recruté-es à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres);
- b) le nombre de missions de recrutement effectuées à l'étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d'emploi concernés;
- c) les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement);
- d) le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l'étranger;
- e) les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire;
- f) le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l'étranger;
- g) tout directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l'augmentation du recours au recrutement international;
- h) les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d'œuvre locale.

-
- a) le nombre d'employé-es recruté-es à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres);

Aucun

- c) les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement);

Aucune

- e) les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire;

Aucune

Les sous-questions b), d), f), g) et h) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits

QUESTION GÉNÉRALE N° 51

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Secrétariat et direction générale
de l'administration et des communications

Mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

1.	Liste des employés, liste des personnes qui ont été nommées ou renouvelées et frais de déplacement, voyage et représentation
2.	Sommes dépensées pour l'informatique et les technologies de l'information
3.	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers
4.	Campagnes de publicité et de sensibilisation
5.	Subvention
6.	Nombre d'employés affectés aux communications et/ou affaires publiques
7.	Créances et/ou amendes à recouvrer
18.	L'évolution des budgets régionaux ou dévolus aux bureaux régionaux
19.	Comités interministériels et autres
20.	Comité consultatif jeunesse
21.	Communautés autochtones

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relavant du ministère pour 2025-2026, indiquer :

- a) la liste des employé (e)s et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils et elles occupent et leur rémunération;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) Liste des membres du conseil d'administration

Le BAPE n'a pas de conseil d'administration.

- b) La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV

Membre à temps plein				
NOM, PRÉNOM	Durée du mandat	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Échelle traitement 1 avril 2026
FORTIN, Marie-Eve	5 ans	2024-10-04	2029-10-03	126 839 \$ - 171 229 \$
LESSARD, Martin Vice-président	5 ans	2024-04-02	2029-04-01	146 160 \$ - 190 006 \$
MORISSETTE, Antoine ¹	5 ans	2025-05-31	2030-05-30	126 839 \$ - 171 229 \$
ROY, Alain R. Président	5 ans	2023-07-03	2028-07-02	161 272 \$ - 209 651 \$
ZAYED, Joseph	3 ans	2023-09-03	2026-09-02	126 839 \$ - 171 229 \$

1. Mandat renouvelé en cours d'année

Membres additionnels à temps partiel			
NOM, PRÉNOM	Durée du mandat	Date de début de mandat	Date de fin de mandat
ALLAIRE, Michel	3 ans	4 septembre 2025	3 septembre 2028
BÉNARD, Jacques	3 ans	7 mars 2025	6 mars 2028
BENOIT, Pierre	3 ans	5 février 2025	4 février 2028
BOULANGER, François	3 ans	20 novembre 2025	19 novembre 2028
BOURBEAU, Chantale	3 ans	20 novembre 2025	19 novembre 2028
DÉRIGER, Louis	3 ans	7 mars 2025	6 mars 2028
DUFRESNE, Stéphanie	3 ans	20 novembre 2025	19 novembre 2028
FORTIN, Rosanne	3 ans	20 novembre 2025	19 novembre 2028
GENDRON, Corinne	5 ans	3 septembre 2023	2 septembre 2028
HAMEL-DUFOUR, Sophie	3 ans	20 novembre 2025	19 novembre 2028
LANMAFANKPOTIN, Georges¹	3 ans	14 décembre 2025	13 décembre 2028
LENEY, Stella	3 ans	5 février 2025	4 février 2028
MAGNAN, Pierre	3 ans	30 mars 2025	29 mars 2028
MACKAY, Scott ²	3 ans	4 septembre 2022	3 septembre 2025
MELOCHE, Geneviève	3 ans	7 mars 2025	6 mars 2028
PAUL, Mireille	3 ans	7 mars 2025	6 mars 2028
RACINE, Valérie	3 ans	7 mars 2025	6 mars 2028
ST-MICHEL, Linda	3 ans	7 mars 2025	6 mars 2028
THIBAUT-BÉDARD, Prunelle	3 ans	7 mars 2025	6 mars 2028

Données couvrant du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

Le mandat de Pierre André s’est terminé en 2024-2025, mais quelques heures ont été effectuées en 2025-2026 afin de finaliser les travaux de la commission.

1. Mandat renouvelé en cours d’année
2. Mandat non-renouvelé en cours d’année.

Les noms des membres additionnels à temps partiel ayant contribué à la réalisation de mandats en 2025-2026 apparaissent en caractères gras. Les honoraires pour une journée de 7 heures sont de 787 \$ à titre de président de commission et de 748 \$ à titre de commissaire. La rémunération des membres additionnels à temps partiel du Bureau d’audiences publiques sur l’environnement est fixée par décret (805-2001).

La rémunération totale versée aux membres additionnels en 2025-2026 s’élève à 385 390,74 \$ (donnée au 31 janvier 2026).

LISTE DES EMPLOYÉS RÉGULIERS, OCCASIONNELS, ÉTUDIANTS ET STAGIAIRES
AU 31 JANVIER 2026

Catégorie d'emploi	Nombre d'employés	Échelle de traitement au 1 ^{er} avril 2025	
		Minimum	Maximum
PERSONNEL D'ENCADREMENT			
630 Cadre	3	107 563	169 634
PROFESSIONNEL ET JURISTE			
100 Conseiller en gestion des ressources humaine	1	57 437	106 145
105 Chef du service du soutien à la gestion - expert	1	59 626	110 813
104 Agent d'information	9	54 205	100 739
105 Agent de recherche	7	54 205	100 739
105 Agent de recherche – expert	2	59 626	110 813
108 Analyste informatique et des procédés adm. – expert	2	59 626	110 813
108 Analyste informatique et des procédés adm.	1	54 205	100 739
113 Biologiste	3	56 341	104 793
115 Avocat et notaire	1	64 984	131 006
124 Spécialiste en sciences physiques	3	56 341	104 793
TECHNICIEN			
264 Technicien en administration	11	45 913	64 432
264 Technicien en administration – Tech principale	1	50 114	70 367
265 Technicien en arts appliqués et graphiques	1	43 941	61 711
272 Technicien en informatique	2	45 913	64 432
PERSONNEL DE BUREAU			
221 Agent de secrétariat	1	42 863	54 826
506 Agent de soutien administratif	3	43 155	57 090
ETUDIANT ET STAGIAIRE			
TOTAL	52		

c) Frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation

Les frais de représentation

Titre	2025-2026 Selon les données au 31 janvier 2026
Président (maximum annuel autorisé : 2 415 \$)	400,75 \$
Vice-président (maximum annuel autorisé : 2 415 \$)	93,12 \$
Cadres (3 personnes)	130,72 \$

Allocation de séjour

Titre	2025-2026 Selon les données au 31 janvier 2026
Alain R. Roy, Président	17 677,69 \$
Antoine Morissette, membre à temps plein	15 995,53 \$
Joseph Zayed, membre à temps plein	17 677,69 \$

Un montant de 1 652,13 \$ par mois.

Frais de déplacement, de repas et de voyage (pour l'ensemble du personnel)¹

Titre	2025-2026 Selon les données au 31 janvier 2026
Remboursement de frais de voyage (Repas, indemnités forfaitaires, peut inclure occasionnellement des frais d'hébergement et de transport)	16 187 \$
Hébergement	19 195 \$
Transport	12 548 \$

1. Ces frais sont 88 % imputables aux déplacements liés à la mission du BAPE soit pour les mandats : de période d'information publique, d'audience publique, de médiation ou de consultation ciblée.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUE SUR L'ENVIRONNEMENT

Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévision pour 2026-2027) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CAG/MCN).

Exercice 2025-2026

Type	Coût total \$	Acquisition de biens \$	Services internes \$	Services CAG/MCN \$	Services externes \$
Matériel	3 785	3 785			
Logiciels/licence	131 340	131 340			
Autres biens capitalisés	-	-			
Télécommunication et téléphonie	35 963	45		23 416	12 501
Entretien	20 905	20 572		333	
Services	-				
Total - Fonctionnement et immobilisation	191 994	155 743	-	23 750	12 501
Rémunération personnel en TI	349 920		349 920		
Total	541 914	155 743	349 920	23 750	12 501

Les dépenses présentées sont en date du 31 janvier 2026. Selon les informations disponibles dans la planification annuelle en ressources informationnelles, les dépenses prévues sont de 1 M \$.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et les travaux réalisés en 2025-2026.

Aucun

QUESTION PARTICULIÈRE N° 4

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2025-2026 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

Aucune

QUESTION PARTICULIÈRE N° 5

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2025-2026 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;**
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;**
- c) le montant qui leur a été accordé.**

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme et les raisons du rejet.

Ne s'applique pas au BAPE

QUESTION PARTICULIÈRE N° 6

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communication et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
 - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;**
 - e) le montant des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
-

- a) Le BAPE compte, au 31 janvier 2026, 16 personnes dont les tâches comportent en partie de s'occuper des stratégies de communication et des relations de presse pour tous les mandats confiés par le Ministre.
- b) Le BAPE n'a aucune dépense spécifique de fonctionnement pour la direction des communications. Les montants dépensés sont directement imputés aux mandats.
- c) Ne semble pas pertinent à l'étude des crédits.
- d) Se référer à la demande générale 04
- e) Ne s'applique pas au BAPE.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour l'année 2025-2026, l'âge de ces créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2026-2027.

Ne s'applique pas au BAPE

QUESTION PARTICULIÈRE N° 18

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer l'évolution des budgets régionaux ou dévolus aux bureaux régionaux du ministère et ses organismes en 2025-2026.

Ne s'applique pas au BAPE

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la liste de tous les comités interministériels, comités de directions, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance, et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2025-2026. Indiquer, pour chacun :

- a) le(s) mandat(s);
- b) la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);
- c) les rencontres tenues en 2025-2026;
- d) les résultats détaillés des rencontres tenues en 2025-2026;
- e) les rencontres prévues en 2026-2027 avec l'objet et l'échéancier.

Comité	Son mandat	Liste des membres
Comité – mieux communiquer les évaluations environnementales	Les travaux de ce comité consistent à réfléchir aux moyens pouvant être déployés pour : • Mieux faire connaître la pratique de l'évaluation environnementale au Québec; • Assurer une meilleure compréhension du rôle des principaux intervenants du domaine; • Vulgariser la méthodologie et les rapports d'étude d'impact afin de permettre leur meilleure compréhension par tous les lecteurs; • Faciliter la participation des parties prenantes au processus d'évaluation environnementale; • Bonifier la compréhension des enjeux environnementaux et sociaux par les décideurs; • Réduire l'opacité des études d'impacts pour en faire de véritables outils de prise de décision collective. Rencontre(s) en 2025-2026: 4 rencontres	MELCC, BAPE, MÊI, ACÉI, MTQ, HQ, Télug, INRS-ETE, WSP, SNC, Tetrattech, Pesca, AMQ, CRE Montréal, AQÉI, ACS

Comité interministériel du développement durable (CIDD)	Présidé par le sous-ministre adjoint au développement durable du MELCC, le CIDD est formé de gestionnaires de haut niveau (sous-ministres adjoints ou adjointes, sous-ministres associés ou associées ou leur équivalent), qui accompagnent le ministère dans la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Mandat : - Établir des orientations communes pour la poursuite de la démarche gouvernementale de développement durable. - Participer à la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à son suivi en contribuant, notamment, à l'élaboration et à la validation d'indicateurs, de même qu'à la production et à l'approbation des états d'avancement périodiques et des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable. - Déterminer ou suivre des mesures pour favoriser une meilleure harmonisation et la complémentarité des interventions menées dans l'administration publique afin de créer une convergence à un haut niveau pour atteindre les cibles gouvernementales fixées. - Déterminer des mesures pour favoriser l'intégration du développement durable et de ses principes dans les politiques, les plans et les programmes du gouvernement, en considérant les contextes administratifs et financiers dans lesquels évoluent les ministères et organismes. - Informer les membres des nouveaux enjeux liés au développement durable, définir des actions structurantes d'envergure gouvernementale ou soutenir leur mise en œuvre, afin d'agir au besoin au-delà des thèmes véhiculés dans la Stratégie. - Contribuer à la promotion de la démarche gouvernementale de développement durable aux échelles nationale et internationale dans le cadre des interventions du gouvernement. - Jouer un rôle-conseil à l'égard du Forum des sous-ministres sur des sujets stratégiques qui requièrent des décisions de haut niveau. Rencontre(s) en 2025-2026 : 3 à 4 par année	MELCC,MCC,MFA,MJQ,MSSS,MSP,MA PAQ,MEI,MÉES,MTESS,MERN, MIFI,MAMH,MFQ,MFFP,MRIF,MTQ, MCE,MTOU,SCT, BAnQ,BAPE,CAG,CCQ,CNESST, CPTAQ,CCQF,FADQ,FRQ (3), HydroQc,Invest-Qc, ISQ,INESSS, Loto-Qc,Régie Énergie OPC,OPHQ,RAMQ,RBQ,ARQ, Recyc-Qc,Retraite-Qc,SAAQ,SAQ, SÉPAQ, STQ, SHQ, SCCQ, SPN SQI, SQDC,TEQ
Communauté de pratique Bonne pratiques en participation publique (B3P)	Communauté de pratique ayant pour mission à encourager des échanges réguliers sur les pratiques et les grands enjeux de la participation publique entre divers acteurs municipaux et gouvernementaux. Objectifs • Faciliter l'échange et le partage des savoirs • Favoriser le développement des compétences professionnelles et l'innovation • Enrichir les pratiques, notamment à travers le partage des expériences et des acquis Rencontre(s) en 2025-2026: 3 rencontres	Membres actuels : organismes publics œuvrant en participation publique au Québec : OCPM, OPPL, BAPE, AEIC, Ville de Gatineau, Ville de Sherbrooke, Ville de Trois-Rivières, Ville de Laval, Ville de Québec, Ville de Montréal, Ville de Lévis, Communauté métropolitaine de Québec

Comité interministériel en éducation au développement durable	Mandat: Sous la responsabilité de la Direction des politiques du ministère de l'Éducation (MEQ), le comité interministériel en éducation au développement durable se réunit au minimum deux fois par année. Il est composé de ministères et organismes ayant déjà créé du matériel pédagogique en lien avec le développement durable (pilier environnemental et pilier social). Responsabilités: Les attributions spécifiques des membres du comité interministériel sont les suivantes : • Assister à au moins deux rencontres annuelles; • Brosser un portrait du matériel pédagogique en lien avec le développement durable produit par les ministères et organismes; • Informer le MEQ de tout nouveau matériel pédagogique produit en lien avec le développement durable; • Accepter le partage du matériel pédagogique avec le réseau scolaire; • Discuter des meilleures pratiques de diffusion et de promotion du matériel; • Le cas échéant, le MEQ pourra également soutenir les ministères ou organismes qui souhaitent développer du matériel, notamment en établissant des liens avec le réseau scolaire. Rencontres tenues en 2025-2026: aucune	MAPAQ, MERN, MELCCFP, BAPE, Commission de la capitale nationale du Québec, CDPDJ (Commission des droits de la jeunesse et des droits de la personne), Élections Québec, Hydro-Québec, INMQ (Instut national des mines), RECYC-QUÉBEC, SEPAQ, Télé-Québec
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines de la fonction publique du Québec	La mission du Forum est de promouvoir la concertation, l'échange et l'action dans le but d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique du Québec. Rencontre(s) en 2025-2026 : 5 rencontres	Tous les ministères et organismes
Comité interministériel en information de gestion RH	Échange sur les enjeux liés au RH avec des spécialistes en information de gestion et en analytique RH. Rencontre(s) en 2025-2026 : 2 rencontres	Tous les ministères et organismes
Forum de gestionnaires d'impact pour les cadres de classes 1 et 2	Le Forum de gestionnaires d'impact, prend la forme de communautés de pratique et vise à maximiser le leadership de gestion dans le contexte de la transformation de l'État. Rencontre(s) en 2025-2026 : 2 rencontres	Tous les ministères et organismes
Groupe de partage CGRH	Animé par le SCT, il s'agit d'un groupe de partage. Rencontre(s) en 2025-2026 : 9 rencontres.	Tous les ministères et organismes

Réseau d'alerte gouvernemental et de l'Administration québécoise (CERTAQ)	Par l'entremise du CERTAQ, le MCN assure, conjointement avec le DPI, la coordination de la gestion des incidents de sécurité de l'information à portée gouvernementale	Tous les ministères et organismes
Réseau des répondants en matière d'embauche de ressortissants étrangers	Animé par le SCT, il s'agit d'un groupe de partage. Rencontre(s) en 2025-2026 : 3 rencontres	Tous les ministères et organismes
Réseau des répondants organisationnels en formation	Animé par le SCT, il s'agit d'un groupe de partage. Rencontre(s) en 2025-2026 : 1 rencontre	Tous les ministères et organismes
Réseau portant sur la diversité et l'inclusion	Animé par le SCT. Participer à des séances d'information et d'échange et des ateliers portant sur les pratiques de GRH inclusives et favorisant la diversité, dans l'objectif d'outiller les gestionnaires. Rencontre(s) en 2025-2026 : 4 rencontres	Tous les ministères et organismes
Réseau sur les saines habitudes de vie	Animé par le SCT. Participer à des séances d'information et d'échange et des ateliers portant sur la promotion des saines habitudes de vie, dans l'objectif de soutenir les gestionnaires de l'organisation. Rencontre(s) en 2025-2026 : 6 rencontres	Tous les ministères et organismes
Table d'architecture gouvernementale	Communauté de pratique élargie destinée à tous les architectes du gouvernement Rencontre(s) en 2025-2026 : 4 rencontres	Tous les ministères et organismes
Table utilisateurs Dotation	Animé par le SCT, il s'agit d'un groupe d'échanges et de partage sur les bonnes pratiques concernant les processus de sélection. Rencontre(s) en 2025-2026 : 2 rencontres	Tous les ministères et organismes
Atelier d'accompagnement GDC (Gestion du changement) - Projet de remplacement du système Emplois en ligne	Animé par le MCN, il s'agit d'un groupe d'échanges à l'intention des équipes d'implantation des MO concernant le Projet de remplacement du système – Emploi en ligne Rencontre(s) en 2025-2026 : 8 rencontres	Tous les ministères et organismes

Réseau des leaders en ADS	Le réseau des leaders en ADS a le mandat de favoriser le transfert des savoirs en matière d'ADS, de développer et de partager l'expertise et les expériences en ADS dans la fonction publique, de façon à mettre en œuvre le renforcement de l'ADS au sein de l'appareil gouvernemental. Objectifs: - Développer l'expertise de ses membres en matière d'ADS - Susciter l'engagement de ses membres, de leur organisation, de leur direction ou de leur équipe respective autour de l'ADS, moyen privilégié d'atteindre l'égalité de fait entre les femmes et les hommes ; - Créer de la mobilisation autour des enjeux d'égalité ; - Identifier l'ADS comme moyen privilégié de parvenir à l'égalité de fait; - Renforcer l'application de l'ADS au gouvernement du Québec. 2025-2026 : 3 rencontres	Ministères désignés par les gestionnaires siégeant au Comité stratégique en ADS. Le Réseau est formé des professionnelles et des professionnels de différents ministères. D'autres MO peuvent également se joindre au Réseau en regard de leur intérêt ou de leur pratique en ADS.
Réseau des personnes répondantes en violence conjugale et violence familiale	Orchestré par le SCT, c'est un groupe d'échange interministériel pour partager les bonnes pratiques, les avancements et les nouvelles politiques en lien avec la violence conjugale et familiale. Contient un sous-groupe de codéveloppement visant des rencontres moins formelles pour miser sur le partage et le réseautage. Rencontre(s) en 2025-2026 : 5 rencontres	Tous les ministères et organismes
Réseau en matière de risques psychosociaux et de facteurs de risque psychosociaux	Orchestré par le SCT, c'est un groupe d'échange interministériel pour partager les bonnes pratiques, les avancements et les nouvelles politiques en lien avec les RPS-FRPS. Le but est de favoriser une plateforme d'échange et de réseautage pour partager la réalité de tous. Rencontre(s) en 2025-2026 : 3 rencontres	Tous les ministères et organismes

QUESTION PARTICULIÈRE N° 20

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Démarches effectuées en 2025-2026 pour l'établissement d'un comité consultatif jeunesse et celles qui sont planifiées pour 2026-2027.

Ne s'applique pas au BAPE

QUESTION PARTICULIÈRE N° 21

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2025-2026. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer pour chacun :

- a) l'objet des consultations;
- b) le moyen utilisé;
- c) les dates de rencontres;
- d) les communautés et les personnes consultées;
- e) les résultats des consultations;
- f) les montants afférents;
- g) les rencontres à venir au cours de l'exercice financier 2026-2027.

Les consultations publiques du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) n'ont pas pour objectif de satisfaire l'obligation constitutionnelle de consulter et, s'il y a lieu, d'accommoder les autochtones, cette obligation incombant à la Couronne.

Les commissions du BAPE doivent cependant analyser les répercussions appréhendées du projet, tel qu'indiqué dans l'étude d'impact de l'initiateur, sur les activités pratiquées par les peuples autochtones sur le territoire où le projet est susceptible d'être réalisé, ainsi que d'analyser l'efficacité des mesures d'atténuation proposées à leurs égards.

Consultation 2025-2026

Aucune

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
PAR LE DEUXIÈME GROUPE
DE L'OPPOSITION**

Secrétariat et direction générale
de l'administration et des communications

Mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'Opposition

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

1.	Coût moyen d'une enquête du BAPE
2.	Nombre de projets pour lequel un mandat a été donné au BAPE en vertu de la LQE pour la dernière année écoulée
3.	Titre des projets et noms des promoteurs (initiateurs)
4.	Nombre de séances d'audience publique et lieu des séances
5.	Nombre de mémoires oraux et écrits déposés pour chacun
6.	Fournir l'évolution du budget alloué au BAPE depuis l'an dernier, par secteur. Nommer les raisons de toute baisse de ce budget.
7.	Indiquer les mesures correspondant à une analyse différenciée des sexes (ADS) intégrées aux données pour la dernière année écoulée, ainsi que les mesures à venir.
8.	Filière batterie
9.	Documents internes détaillant les dépenses et le budget du BAPE pour les exercices 2024-2025 et 2025-2026
10.	Liste des projets soumis au BAPE dont les recommandations n'ont pas été suivies par le gouvernement depuis 2022
11.	Taux d'acceptation des projets industriels et énergétiques soumis au BAPE au cours des cinq dernières années

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Coût moyen d'une enquête du BAPE

Type de mandat	Coût moyen
Audience publique	306 330
Consultation ciblée	160 864
Médiation	61 557

Données au 31 janvier 2026.

La moyenne est calculée selon le coût des mandats complétés et réalisés depuis 2023-2024.
La moyenne inclus uniquement les coûts directs (rémunération et fonctionnement).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2
2^E GROUPE D’OPPOSITION

BUREAU D’AUDIENCES PUBLIQUES SUR L’ENVIRONNEMENT

Nombre de projets pour lequel un mandat a été donné au BAPE en vertu de la LQE pour la dernière année écoulée.

Type de mandat	Nombre de mandats
Périodes d’information publique	6
Mandats d’enquête et d’audience publique ¹	6
Mandats de consultation ciblée	0
Mandat de médiation	2
Total :	14

Lettres mandats reçues entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026.

1 : inclus un mandat d’audience publique donnée au BAPE en vertu de la Loi concernant l’accélération de certains projets d’infrastructure (LCACPI).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3
2^E GROUPE D’OPPOSITION

BUREAU D’AUDIENCES PUBLIQUES SUR L’ENVIRONNEMENT

Titre des projets et nom des promoteurs

Titre des projets	Nom du promoteur
Période d’information publique	
Programme décennal de dragage d'entretien au port de Bécancour	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Projet d'agrandissement de l'usine de fabrication de matériaux énergétiques General Dynamics à Salaberry-de-Valleyfield	General Dynamics Produits de défense et Systèmes tactiques – Canada Valleyfield inc.
Projet de construction du parc éolien de Grosse-Île dans la communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	Parc éolien de Grosse Île S.E.C.
Projet de construction d'une ferme piscicole terrestre à Baie-Trinité	AquaBoréal inc.
Projet de ligne de raccordement à 315 kV du projet éolien Des Neiges - Secteur sud dans la MRC de La Côte-de-Beaupré	Hydro-Québec
Projet d'usine de sulfate de nickel dans le parc industriel et portuaire de Bécancour	Transition énergétique Métaux Vale Québec inc.
Mandats d’enquête et d’audience publique	
Projet de contournement du noyau urbain de Sainte-Julienne par la route 125 ¹	Ministère des Transports du Québec
Projet d'agrandissement de l'usine de fabrication de matériaux énergétiques General Dynamics à Salaberry-de-Valleyfield	General Dynamics Produits de défense et Systèmes tactiques – Canada Valleyfield inc.
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique d'Hébertville-Station	Régie des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean
Projet de construction du parc éolien de Grosse-Île dans la communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	Parc éolien de Grosse Île S.E.C.
Projet de poste Jean-Jacques-Archambault à 735-120 kV dans Lanaudière	Hydro-Québec
Projets de parcs éoliens Saint-Paul-de-Montminy et de la Forêt Domaniale dans la MRC de Montmagny	Parc éolien de la Forêt Domaniale S.E.C. et Kruger Énergie Saint-Paul-de-Montminy S.E.C.
Mandat de consultation ciblée	
Aucun	
Mandat de médiation	
Projet de modernisation du réseau électrique entre les postes Saraguay et Rockfield	Hydro-Québec
Projet de poste Hochelaga à 315-25 kV et lignes d'alimentation à 315 kV à Montréal	Hydro-Québec

Lettres mandats reçues entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026

1 mandat donné au BAPE en vertu de la Loi concernant l’accélération de certains projets d’infrastructure (LCACPI).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 4
2^E GROUPE D’OPPOSITION

BUREAU D’AUDIENCES PUBLIQUES SUR L’ENVIRONNEMENT

Nombre de séances d’audience publique et lieu des séances.

Titre des projets	Nombre de séances 2025-2026	Lieu des séance ²
Période d'information publique		
Projet du poste Jean-Jacques-Archambault dans la région de Lanaudière ¹	1 séance	Sainte-Julienne
Projet de ligne de raccordement à 315 kV du projet éolien Des Neiges - Secteur sud dans la MRC de La Côte-de-Beaupré	1 séance	Château-Richer
Programme décennal de dragage d'entretien au port de Bécancour	1 séance	Bécancour
Projet d'agrandissement de l'usine de fabrication de matériaux énergétiques General Dynamics à Salaberry-de-Valleyfield	1 séance	Salaberry-de-Valleyfield
Projet de construction du parc éolien de Grosse-Île dans la communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	2 séances	Fatima et Grosse-Île ³
Projet de construction d'une ferme piscicole terrestre à Baie-Trinité	1 séance	Baie-Trinité
Projet d'usine de sulfate de nickel dans le parc industriel et portuaire de Bécancour	1 séance	Bécancour
Mandats d'enquête et d'audience publique		
Projet de parc éolien Canton MacNider ¹	1ere partie : 3 séances	Saint-Damase
	2e partie : 2 séances	
Projet de contournement du noyau urbain de Sainte-Julienne par la route 125	1ere partie : février 2026	Sainte-Julienne
	2e partie : mars 2026	
Projet d'agrandissement de l'usine de fabrication de matériaux énergétiques General Dynamics à Salaberry-de-Valleyfield	1ere partie : février 2026	Salaberry-de-Valleyfield
	2e partie : mars 2026	
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique d'Hébertville-Station	1ere partie : 3 séances	Hébertville-Station
	2e partie : 2 séances	
Projet de construction du parc éolien de Grosse-Île dans la communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	1ere partie : février 2026	Cap-aux-Meules et Grosse-Île
	2e partie : mars 2026	
Projet de poste Jean-Jacques-Archambault à 735-120 kV dans Lanaudière	1ere partie : 3 séances	Sainte-Julienne
	2e partie : 1 séance	
Projets de parcs éoliens Saint-Paul-de-Montminy et de la Forêt Domaniale dans la MRC de Montmagny	1ere partie : 3 séances	Montmagny
	2e partie : 3 séances	
Mandat de consultation ciblée		
Aucune		
Mandat de médiation		
Aucune séance publique		

Séances entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026

1. Lettres mandat reçues en 2024-2025.

2. Les séances publiques sont également disponibles en webdiffusion.

3. La période d’information à Grosse-Île n’a pas été webdiffusée en direct, mais uniquement disponible en différé.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 5
2^E GROUPE D’OPPOSITION

BUREAU D’AUDIENCES PUBLIQUES SUR L’ENVIRONNEMENT

Nombre de mémoires oraux et écrits déposés pour chacun.

Titre des projets	Mémoires oraux	Mémoires écrits	Commentaires	Image commentée
Mandats d'enquête et d'audience publique				
Projet de parc éolien Canton MacNider	6	22	2	
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement technique d'Hébertville-Station	2	19	2	
Projet de poste Jean-Jacques-Archambault à 735-120 kV dans Lanaudière	2	10		
Projets de parcs éoliens Saint-Paul-de-Montminy et de la Forêt Domaniale dans la MRC de Montmagny	3	77	18	3
Mandat de consultation ciblée				
Aucun				
Mandat de médiation				
Aucun				

Mémoires reçus entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 6
2^E GROUPE D’OPPOSITION

BUREAU D’AUDIENCES PUBLIQUES SUR L’ENVIRONNEMENT

Fournir l’évolution du budget alloué au BAPE depuis l’an dernier, par secteur. Nommer les raisons de toute baisse de ce budget.

	2025-2026 ¹	2024-2025
Rémunération	7 467,0	6 916,4
Fonctionnement	1 939,7	1 865,0
Investissement	123,1	82,6
Amortissement	28,3	28,3
Total des crédits autorisés	9 501,5	8 835,7

1 inclus la mesure budgétaire 25-26 - Assurer la délivrance des autorisations environnementales dans un délai optimal

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer les mesures correspondant à une analyse différenciée des sexes (ADS) intégrées aux données pour la dernière année écoulée, ainsi que les mesures à venir.

Chaque projet soumis au BAPE par le ministre responsable de l'Environnement pour examen public est évalué selon une démarche systématique d'analyse qui comprend une intégration du développement durable. Celle-ci est supportée par des outils tels que le guide de cadrage et d'intégration des principes de développement durable ainsi que les fiches d'interprétation pour chacun des principes. Ces fiches identifient, entre autres, l'inégalité entre les sexes comme un exemple d'enjeu à prendre en considération, tout comme les 17 objectifs de développement durable des Nations unies. Notons que ces documents sont publics et disponibles sur le site Web du BAPE.

De plus, les commissions d'enquête sont attentives aux enjeux d'inégalités entre les sexes lors de la phase de questionnement sur des projets soumis pour examen public, et elles intègrent la dimension ADS dans leur analyse si elles ont des raisons de croire que le projet peut engendrer ou accentuer des impacts différents selon les sexes.

Notons par ailleurs que les deux dernières troupes pédagogiques produites par le BAPE portant sur des projets fictifs contiennent une étude d'impact qui a été réalisée en intégrant l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 8
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Filière batterie

- a) état de situation de la filière batterie et des évaluations du BAPE;**
- b) fournir les analyses effectuées sur des projets de la filière batterie;**
- c) rapport de conformité du projet avec les réglementations environnementales;**
- d) études d'évaluation d'impact des installations sur la biodiversité locale et mesures de compensation.**

Le BAPE ne s'est vu confier aucun dossier relatif à la filière batterie. Par conséquent, aucune étude et travaux relatifs à ce sujet.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Documents internes détaillant les dépenses et le budget du BAPE pour les exercices 2024-2025 et 2025-2026.

	2025-2026		2024-2025	
	Budget	Réel au 31 jan 2026	Budget	Réel au 31 mars 2025
Rémunération	7 097 700	5 411 026	6 799 600	6 513 934
Fonctionnement				
Loyer	341 772	313 294	347 792	334 176
Frais généraux	150 000	43 721	250 000	132 913
Téléphone/téléphonie mobile	56 000	35 963	40 000	50 854
Informatique	290 000	157 141	383 000	231 383
Formation	30 000	18 771	30 000	24 459
Courrier gouvernemental	3 000	3 186	5 000	3 711
Photocopieurs	10 000	1 326	10 000	3 888
Périodes d'information publique	100 000	51 140	30 000	75 716
Audience/consultation ciblée/médiation	850 198	191 567	735 178	447 096
Frais de fonction – Président	2 415	401	2 415	318
Frais de fonction – Vice-Président	2 415	93	2 415	235
Frais de fonction - autres	900	124	900	143
Investissement				
Immobilisations – Autres	20 000	1 274	20 000	7 276
Immobilisations – RI	103 000	0	62 600	51 673
Amortissement*				
Amortissement autres	800	6 690	800	38 191
Amortissement RI	27 500	55 380	27 500	79 588

*Le budget d'amortissement correspond au budget octroyé, l'ajustement en cours d'année vient réduire le budget de fonctionnement.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 10
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Liste des projets soumis au BAPE dont les recommandations n'ont pas été suivies par le gouvernement depuis 2022.

Le BAPE ne tient pas de registre de la prise en compte de ses avis par le conseil des ministres.
Le mandat du BAPE se termine à la remise du rapport au ministre.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 11
2^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Taux d'acceptation des projets industriels et énergétiques soumis au BAPE au cours des cinq dernières années.

Le BAPE ne tient pas de registre à cet égard. C'est le ministère de l'Environnement qui est responsable du suivi des projets industriels et énergétiques dans le cadre de la procédure environnementale.

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
PAR LE TROISIÈME GROUPE
DE L'OPPOSITION**

Secrétariat et direction générale
de l'administration et des communications

Mars 2026

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'Opposition

Réponses du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)

Les questions suivantes **ont été répondues** aux annexes suivantes :

12.	Budgets régionaux
13.	Comités interministériels et autres
14.	Communautés autochtones

QUESTION PARTICULIÈRE N° 12
3^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer l'évolution des budgets régionaux ou dévolus aux bureaux régionaux du ministre et ses organismes en 2025-2026.

Se référer à la réponse 18 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 13
3^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la liste de tous les comités interministériels, comités directeurs, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2025-2026. Indiquer, pour chacun :

- a) le mandat;**
- b) la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);**
- c) les rencontres tenues en 2025-2026;**
- d) les résultats détaillés des rencontres tenues en 2025-2026;**
- e) les rencontres prévues en 2026-2027 avec l'objet et l'échéancier.**

Se référer à la réponse 19 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 14
3^E GROUPE D'OPPOSITION

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Indiquer la liste des consultations menées par le ministère et ses organismes auprès des communautés autochtones en 2025-2026. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer, pour chacun :

- a) l'objet des consultations;**
- b) le moyen utilisé;**
- c) les dates des rencontres;**
- d) les communautés et les personnes consultées;**
- e) les résultats des consultations;**
- f) les montants afférents;**
- g) les rencontres à venir au cours de l'exercice financier 2026-2027.**

Se référer à la réponse 21 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.